

Le Portugal, «meilleure économie d'Europe en 2025», en grève

MOBILISATION Le débrayage général organisé hier, le premier depuis douze ans dans le pays, visait à protester contre une vaste réforme du travail annoncée par le gouvernement minoritaire de droite

VINCENT BARROS, LISBONNE

Ce n'est pas le moindre des paradoxes. Alors que les vertus de l'économie du Portugal sont vantées à satiété dans la presse internationale, avec sa croissance qui avoisine les 2% et ses excédents budgétaires salués par Bruxelles, voilà que le pays s'est retrouvé paralysé hier. Ecoles fermées, transports à l'arrêt, avions cloués au sol, hôpitaux en service minimum... Près de la moitié de la population active, au total, a pris part à cette grève générale.

A Lisbonne, des milliers de manifestants ont convergé jusque devant le parlement, comme Rui Menezes: «Je suis un bon exemple de ce qui attend de nombreux autres travailleurs si on ne se mobilise pas», annonce-t-il. Coiffé d'un bonnet et affublé d'un autocollant de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP) – le principal syndicat du pays, qui ne s'était plus entendu sur une grève

générale avec l'Union générale des travailleurs (UGT) depuis 2013, du temps de l'austérité, une autre époque –, cet homme de 56 ans est employé dans un centre d'appels sous-traitant d'EDP, la compagnie d'électricité portugaise. «Je suis ce qu'on appelle un collaborateur, terme que je récuse: je suis un travailleur. Et en travaillant pour une entreprise externe, j'ai perdu les avantages et les primes dont bénéficient les fonctionnaires d'EDP», témoigne celui qui reçoit le salaire minimum, environ 850 euros par mois.

Un détricotage «injustifié»

C'est précisément contre cette volonté de renforcer la sous-traitance, l'externalisation des services publics (notamment le Service national de santé, au bord de la rupture), l'assouplissement des procédures de licenciement et la flexibilisation des horaires de travail notamment que les Portugais ont débrayé et sont descendus dans la rue hier. Car le gouvernement minoritaire de droite semble déterminé: ce sont pas moins de 100 articles du Code du travail qu'il entend modifier pour, dit-il, augmenter la production. En face, les syndicats dénoncent «l'une des plus grandes attaques jamais

menées contre les travailleurs». Un détricotage d'autant plus injustifié, soulignent-ils, qu'il n'avait pas été annoncé lors de la campagne électorale du premier ministre social-démocrate Luis Montenegro avant son accession au pouvoir en mars 2024, après huit ans de règne du socialiste Antonio Costa.

Déséquilibre accentué

«Ce n'est pas en nous retirant encore des droits qu'on va augmenter la production», tranche Maria Marques, dans le cortège lisboète. «Le marché du travail est déjà largement en faveur des patrons, et cette réforme va encore accentuer ce déséquilibre», estime cette institutrice. Miguel Rosendo, charpentier, abonde dans le même sens: «Réduire la qualité de vie des travailleurs au nom de la productivité est inefficace, ça va même produire l'effet inverse. On confond systématiquement quantité de travail et productivité. On veut nous faire travailler plus, qu'importe dans quelles conditions», déplore ce quadragénaire. «Les gens n'arrivent plus à épargner, sont à un loyer de se retrouver à la rue, et on regarde la croissance du PIB comme la seule chose qui nous intéresse.» ■

Un clin d'œil au battage médiatique autour du dynamisme financier du Portugal, un pays cité en modèle à l'international pour avoir notamment réduit sa dette de 135% du PIB en 2020 à 90% aujourd'hui et opéré un spectaculaire redressement de ses comptes publics depuis la crise de la dette publique dans la zone euro en 2010. Cette semaine encore, la revue libérale britannique *The Economist* élisait le Portugal comme la «meilleure économie de 2025», en tête du classement des 36 pays les plus riches de la planète. Une distinction sur laquelle capitalise Luis Montenegro («Nous sommes au sommet de l'Europe et du monde», plastronnait-il mercredi) pour critiquer la grève générale.

«C'est de la propagande et de la démagogie, peste Samanta Velho, gestionnaire de projet dans une entreprise de logiciels. Il faut voir ce que pèse le salaire minimum face au coût de la vie et à la flambée de l'immobilier... Certaines personnes n'ont même plus les moyens de se faire soigner. La croissance économique n'est pas dans la poche des travailleurs, mais à la banque. Elle ne profite qu'aux grandes entreprises.» ■